



Une nouvelle grève étudiante pour le climat se prépare au Québec



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

La manifestation pour le climat du 27 septembre dernier, à Montréal

(Montréal) La mobilisation étudiante québécoise se réactive face à la crise climatique avec l'organisation d'une semaine de grève, prévue pour la fin du mois de mars, et le regroupement des différents mouvements sous une vaste coalition.

Publié le 04 février 2020 à 10h00 | Mis à jour à 12h58



JEAN-THOMAS LÉVEILLÉ
LA PRESSE

« Ce qu'on avait dit le 27 septembre, c'était "ce n'est que le début" », rappelle Ashley Torres, en évoquant la manifestation monstre pour le climat qui avait alors réuni des centaines de milliers de personnes dans les rues de Montréal, ainsi que dans d'autres villes du Québec.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

L'étudiante de l'Université Concordia est l'une des porte-paroles de la nouvelle Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES) — à prononcer comme la sève d'un arbre, souligne le communiqué annonçant sa création —, qui regroupe les mouvements universitaire, collégial et secondaire.

« On est déçus de nos gouvernements, autant provincial que fédéral », explique-

t-elle en entrevue avec *La Presse*. « Il y a une insatisfaction de l'action politique face à la crise. »

« Ils n'ont pas de plan concret et ça nous inquiète. » -Ashley Torres, Coalition étudiante pour un virage environnemental et social

La CEVES tient une conférence de presse mardi matin pour annoncer sa création ainsi que la tenue d'une « Semaine de la transition », du 30 mars au 3 avril prochain.

Images de la manifestation du 27 septembre 2019

« Ça va être très grand », prévoit-elle, évoquant des manifestations, des conférences, des ateliers et des « actions directes non violentes » afin de créer un « rapport de force » avec les gouvernements.

La préparation des assemblées générales des associations étudiantes a commencé, en vue d'obtenir des mandats de grève pour la semaine du 30 mars.

« Il y a une grande mobilisation qui prend place dans les écoles », affirme M^{me} Torres, qui ne se risque pas à chiffrer un objectif précis, si ce n'est que d'espérer un nombre « similaire ou plus grand » que lors de la manifestation étudiante pour le climat du 15 mars, l'an dernier, pour laquelle plus de 150 000 étudiants étaient en grève à travers le Québec.

Plan d'urgence exigé

La CEVES a une seule revendication : « l'élaboration et la mise en place, d'ici la fin de 2020, d'un plan complet d'urgence pour la justice climatique ».

La demande est réaliste, assure Ashley Torres : « Ce sont des choses que le gouvernement sait déjà. »

Ce plan devrait reposer sur « sept principes fondamentaux », dont l'atteinte de la carboneutralité en 2030 et l'arrêt immédiat de tout projet d'exploration, d'exploitation et de transport d'hydrocarbures.

Les étudiants abhorrent particulièrement le projet GNL Québec, le gazoduc qui relierait le nord de l'Ontario au Saguenay, où se trouverait également une usine de liquéfaction ; le projet Coastal GasLink, un autre gazoduc qui serait construit en Colombie-Britannique ; de même que le projet de mine de sables bitumineux Frontier, dans le nord-est de l'Alberta.

Cette transition est « nécessaire », affirme Ashley Torres.

« On n'a pas vraiment le choix, dit-elle ; c'est une question de survie. »

© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.